KPMG

Performances des grands groupes bancaires au 31 mars 2026

Mai 2026



Chiffres clés au 31 mars 2026

Dans un environnement de début d'année particulièrement contraint, marqué aussi bien par le conflit en Iran et ses répercussions sur les marchés de l'énergie que par les incertitudes persistantes autour des politiques douanières, les 4 principaux groupes bancaires français ont démontré leur capacité à évoluer dans un contexte à la fois volatile et incertain.

Les résultats du 1er trimestre confirment une dynamique d'ensemble solide, avec une activité bien orientée sur tous les métiers et la continuité des efforts engagés en matière d'efficacité opérationnelle. Ces niveaux de performance illustrent la résilience des modèles bancaires français face à des chocs exogènes multiples, comme le montrent les niveaux de revenus et de résultats nets sur la période :

- un produit net bancaire cumulé de 37,9 milliards d'euro soit + 5,1% par rapport au 31 mars 2025 ;
- un résultat net cumulé de 8 milliards d'euro soit +8,6 % par rapport au 31 mars 2025.

Ces très bonnes performances s'appuient sur plusieurs leviers qui confortent le positionnement des établissements dans un environnement appelé à rester incertain : le développement soutenu des différents pôles métiers, l'accélération de la digitalisation des parcours et la poursuite des stratégies de croissance en Europe.

Indicateurs clés pour les grands groupes bancaires français au 31/03/2026

Un niveau d'activité dynamique et contrasté

PRODUIT NET BANCAIRE		RESULTAT NET	
31/03/2025	31/03/2026	31/03/2025	31/03/2026
36,1 Mds €	37,9 Mds €	7,4 Mds €	8,0 Mds €
	+5,1 %		+8,6 %

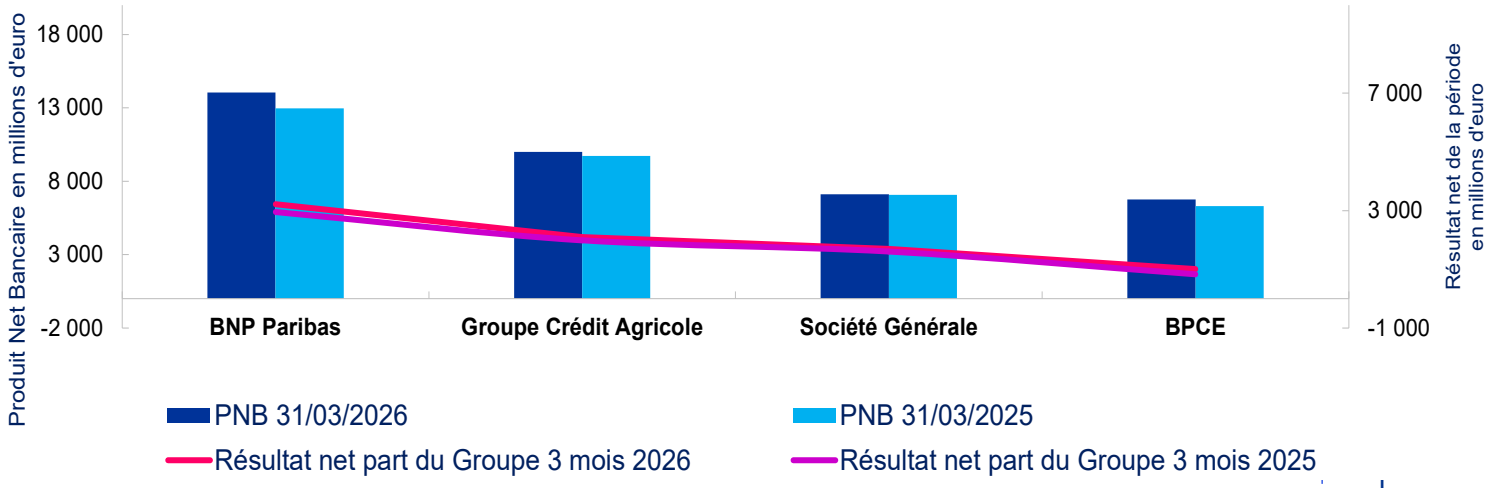
Coefficient d'exploitation moyen **en baisse** à	Coût du risque **en hausse**
62,4 %	+16 %

Des bilans très solides

RATIO DE CET 1		RESERVES DE LIQUIDITE	
31/12/205	31/03/2026	31/12/205	31/03/2026
15,0%	14,9%	1 583 Mds €	1 597 Mds €

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Produits Nets Bancaires et résultats nets au 31 mars 2026

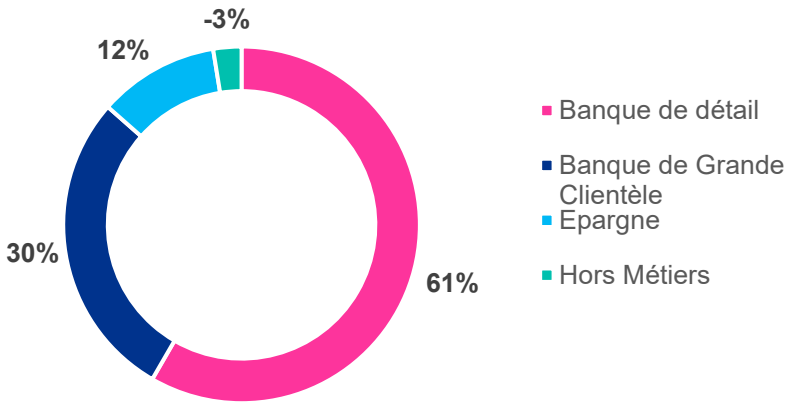


Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

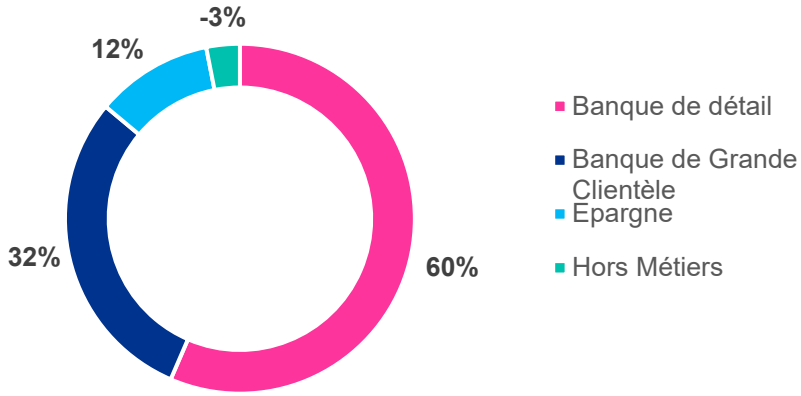
Répartition des revenus par activités

L'évolution du produit net bancaire sur le 1er trimestre 2026 témoigne d'une dynamique commerciale positive au sein des 3 pôles d'activité, traduisant une progression maîtrisée et relativement équilibrée des revenus.
Si la banque de grande clientèle affiche un léger repli de ses revenus (-1,6%) dans un environnement de marché moins porteur, le produit net bancaire généré par la banque de détail et les métiers de l'épargne s'inscrit, quant à lui, en hausse respective de 6,3% et 8,6%.

Ventilation du PNB au 31 mars 2026



Ventilation du PNB au 31 mars 2025



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

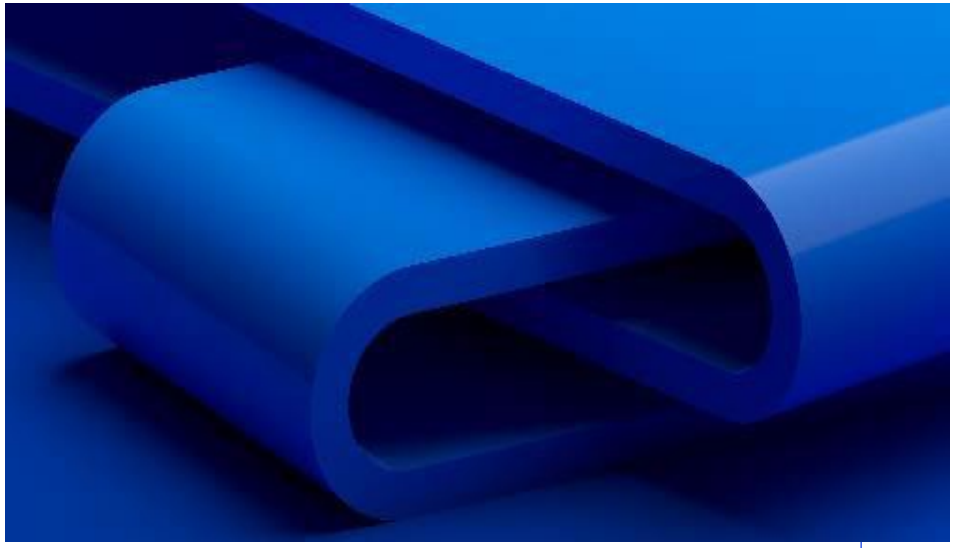
Eléments non-opérationnels et non récurrents

Au-delà des éléments comptables récurrents de volatilité comptable, les groupes communiquent sur des éléments spécifiques notables.

Alors que le groupe Société Générale comptabilise au 1er trimestre un gain net sur autres actifs de 64 millions d'euros, principalement lié aux impacts comptables résultant de la cession d'un immeuble en France, les comptes du groupe BNP Paribas intègrent, quant à eux, plusieurs éléments exceptionnels de nature différente :

- une dotation pour risques légaux de 219 millions d'euros liée au dossier Motor Finance au Royaume Uni, consécutive à la décision rendue par la Financial Conduct Authority le 30 mars 2026 dans le cadre du dispositif d'indemnisation des clients (impact négatif de 98 millions d'euros sur le résultat net) ; et
- la revalorisation de la participation dans Allfunds pour un montant de 372 millions d'euros, à la suite de l'offre présentée par Deutsche Börse et de la perte de l'influence notable exercée par le groupe sur cette entité.

De leur côté, les groupes Crédit Agricole et BPCE communiquent sur la surtaxe exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés comptabilisée au 1er trimestre 2026 qui impacte respectivement leurs comptes à hauteur de 47 millions d'euros (Crédit Agricole) et 136 millions d'euros (BPCE).



Analyse des métiers

Banque de détail

Les activités de banque de détail présentent au 1er trimestre une dynamique de revenus plus favorable, avec un produit net bancaire cumulé de 22,5 milliards d'euros, en progression de 6,3 % par rapport au 31 mars 2025. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de redressement de la marge nette d'intérêt, qui soutient la croissance des revenus sur la période.

BNP Paribas

❑ **En France :**

- Bonne dynamique de la banque de détail, portée par la progression conjointe des revenus d'intérêts et des commissions et par une discipline sur les frais de gestion.
- Poursuite de la digitalisation, illustrée à la fois par l'augmentation des connexions mensuelles et par le développement continu de **Hello bank!**: 3,8 millions de clients.
- Activité soutenue dans les Métiers Spécialisés, avec une progression de Personal Finance liée à l'amélioration des marges, à une dynamique commerciale robuste et au succès des partenariats BtoC et Retail.
- Évolution favorable des métiers du leasing, marquée par l'expansion de la flotte et la progression des marges chez **Arval**, ainsi que par l'amélioration de la rentabilité de **Leasing Solutions**.
- Développement des initiatives dans les paiements et la mobilité, avec le déploiement de Wero chez Nickel portant à 5,5 millions le nombre d'utilisateurs nets, et le lancement opérationnel du partenariat stratégique entre **BNP Paribas Mobility** et La Banque Postale, générant des relais de développement pour **Personal Finance, Arval et BNP Paribas Cardif.**
- Activité en progression dans les **crédits à la consommation** BtoC et Retail, soutenue par le déploiement des partenariats avec Apple, Orange et Emil Frey.

❑ **A l'international :**

- • Dynamique commerciale solide dans la zone **Europe Méditerranée** : croissance des encours et amélioration des marges en **Turquie** dans un environnement opérationnel en phase de stabilisation, partiellement compensées par un contexte de normalisation en **Pologne** après la baisse des taux.
- • Nouvelle stratégie d'externalisation en **Belgique** : externalisation de 50 % des activités de back office.
- • Progression du parc financé d'Arval en **Espagne**, en **Italie** et en **Allemagne**.

Société Générale

❑ **En France :**

- Recul des encours de dépôts et de crédits du **réseau SG**, dans un contexte de croissance des produits d'épargne et d'investissement des particuliers et de stabilité des encours de crédits hors prêts garantis par l'État.
- Hausse des encours de crédits sur certains périmètres, traduisant une activité de financement en progression.
- Bonne dynamique commerciale de **BoursoBank**, portée par la poursuite du développement de la base clients (8,9 millions de clients) et par une activité de courtage à un niveau record, avec 4 millions d'ordres de bourse sur le 1er trimestre.
- Amélioration des marges chez **Ayvens** liée au recentrage stratégique sur la rentabilité et à une baisse du résultat des ventes de véhicules d'occasion partiellement compensée par des ajustements de dépréciation.
- Revenus en hausse dans le **crédit à la consommation** grâce à une contribution positive du rebond des marges.

❑ **A l'international** :

- Progression des encours en Europe, tant sur la clientèle des particuliers que des entreprises, avec une progression marquée en **République tchèque** et en **Roumanie**.
- Activité globalement stable en **Afrique, Bassin méditerranéen** et **Outre Mer**, avec des encours de dépôts quasi inchangés et une légère progression des crédits.

BPCE

- Croissance des revenus dans la **banque de proximité**, portée par la dynamique commerciale et la hausse de la marge nette d'intérêt, avec une poursuite de la conquête de clients dans les réseaux **Banques Populaires** et **Caisses d'Épargne** (+ 217 000 nouveaux clients sur la période).
- Niveau d'activité élevé des métiers de **solutions et expertises financières**, avec le développement du crédit à la consommation auprès des particuliers et du leasing et de l'affacturage auprès des entreprises.
- Progression des créances et des encours totaux de **BPCE Lease** et **BPCE Equipment Solutions**, tirée par l'intégration des activités et par une croissance observée en France et à l'international, notamment aux États-Unis, en Italie et en Espagne.
- Poursuite du soutien aux entreprises en **affacturage**, avec des synergies renforcées avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne et une accélération de la conquête de nouveaux clients.
- Premiers signaux positifs de reprise dans les métiers du logement et de l'immobilier, avec une augmentation des encours financés sur **SOCFIM** portée par l'activité moyen et long terme et par l'immobilier résidentiel de **BPCE Solutions Immobilières.**
- Progression des revenus du **pôle Digital & Payments**, portée par la croissance de Wero, le développement des solutions de point de vente pour les commerçants et la hausse de l'activité d'Oney.
- Lancement en mars 2026 d'une offre d'**investissement et de conservation de crypto-actifs** avec **Hexarq** pour les clients des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Crédit Agricole

❑ **En France :**

- Progression de la base clients des **Caisses Régionales**, avec 320 000 nouveaux clients sur le trimestre, une hausse de la principalisation des dépôts à vue et une augmentation de l'usage des outils digitaux.
- Poursuite de la conquête commerciale chez **LCL**, avec 79 000 nouveaux clients sur le trimestre, portée par l'acquisition digitale et des encours de crédits en progression, notamment sur les marchés spécialisés.
- **Crédit bail** en retrait en France, dans un contexte moins porteur, compensé par une progression de l'activité à l'international sur l'ensemble des entités et par l'intégration de Merca Leasing.
- Dynamique soutenue en **affacturage**, portée par de grands contrats en France et en Allemagne, avec des encours financés et un chiffre d'affaires factoré en progression.
- Activité résiliente **en financement personnel et mobilité**, dans un environnement automobile toujours défavorable, avec des encours en hausse en personal finance portés par l'international et les réseaux du groupe, et une activité globalement stable sur l'automobile malgré des évolutions contrastées selon les entités.

❑ **A l'international :**

- Progression de l'activité commerciale en **Italie** : + 54 000 nouveaux clients sur le trimestre, dont une part significative issue de l'acquisition en ligne, une hausse du taux d'équipement en assurance dommages et une production de crédits en forte progression portée par le marché entreprises, dans un contexte de concurrence marquée sur le marché de l'habitat.
- Poursuite de la conquête en **Pologne** (+55 000 nouveaux clients sur le trimestre), bonne dynamique commerciale en **Égypte** et forte croissance de l'activité en **Ukraine**, avec une hausse marquée des encours de crédits et une progression de la collecte bilan.
- Participation dans **Banco BPM** portée à 22,9% et projet d'acquisition de **Bank Lviv en Ukraine**.

Métiers de l'épargne

Les métiers de l'épargne enregistrent au 1er trimestre une activité particulièrement dynamique, avec des revenus en forte hausse de +8,6% par rapport au 31 mars 2025 à 4,8 milliards d'euros sur le trimestre portés par un niveau de collecte élevé sur l'ensemble du périmètre. Cette dynamique bénéficie aux différentes activités de gestion, tant au sein des offres de placement que des dispositifs d'allocation et de conservation, dans un contexte commercial globalement favorable.

BNP Paribas

- Forte dynamique en **Asset Management** , portée par l'intégration d'AXA IM et par une activité commerciale soutenue, avec une collecte nette dynamique et le renforcement du cadre de gouvernance.
- Bonne orientation de l'activité en **Wealth Management** , combinant une collecte nette positive, un niveau d'actifs sous gestion résilient et une activité transactionnelle soutenue dans un environnement de marché volatil : l'activité bénéficie du développement des volumes liés aux commissions et aux dépôts ainsi que de l'intégration de HSBC Wealth Management en Allemagne, compensant partiellement les sorties d'actifs en conservation liées à certains clients internationaux.
- Activité **Real Estate** en retrait, avec le décalage de certains projets dans un contexte géopolitique marqué au Moyen-Orient et des conditions de marché demeurant incertaines.

Crédit Agricole

- Encours sous gestion d'Amundi en forte progression à fin mars (2.398 Mds €), avec une collecte nette significative sur le trimestre (+32 Mds €), portée par les ETF et solutions indicielles, la gestion active (notamment sur les stratégies taux/crédit et diversifiées) ainsi que par les actifs privés, malgré un effet de marché et de change défavorable.
- Poursuite du dynamisme commercial d'Amundi, avec une collecte sur le moyen long terme, une activité soutenue en distribution tiers et une activité retraite en progression sur le trimestre.
- Activité commerciale dynamique dans la Gestion de Fortune (Indosuez Wealth Management), avec une hausse des commissions transactionnelles liée à la volatilité du trimestre et une augmentation des encours de crédits.
- Hausse des encours et collecte nette positive en Gestion de Fortune, intégrant les encours de clientèle issus de BNPP Monaco (+2,5 Mds €), dans un contexte de marché défavorable.
- Avancement de l'intégration de Degroof Petercam, avec une progression des synergies (40%) et la finalisation de l'acquisition de la clientèle Wealth Management de BNPP à Monaco.

BPCE

- Progression des revenus dans la **gestion d'actifs** au premier trimestre 2026 sur un an, soutenue par des actifs sous gestion moyens plus élevés et par une amélioration du niveau de taux de marges liée au transfert du business overlay de Natixis Investment Managers.
- Collecte nette de 9 milliards en gestion d'actifs à fin mars 2026, principalement orientée vers les produits fixed income, les fonds monétaires et les produits d'assurance, portée par DNCA Finance, Loomis Sayles et Ostrum AM, avec des actifs sous gestion s'établissant à 1 300 milliards à la même date.
- Actifs sous gestion de **Natixis Investment Managers** atteignant 1 261 milliards à fin mars 2026, intégrant une collecte et un effet de change positifs, partiellement compensés par un effet de marché défavorable, ainsi que le transfert de 55 milliards d'actifs lié au partenariat conclu avec Edward Jones.

Note : Pour la Société Générale, les activités de la banque privée sont intégrées dans les activités de la banque de détail depuis 2022. Le groupe précise que ses activités de Banque Privée voient leurs actifs sous gestion progresser de +6% sur le trimestre pour s'établir à 138 milliards d'euros.

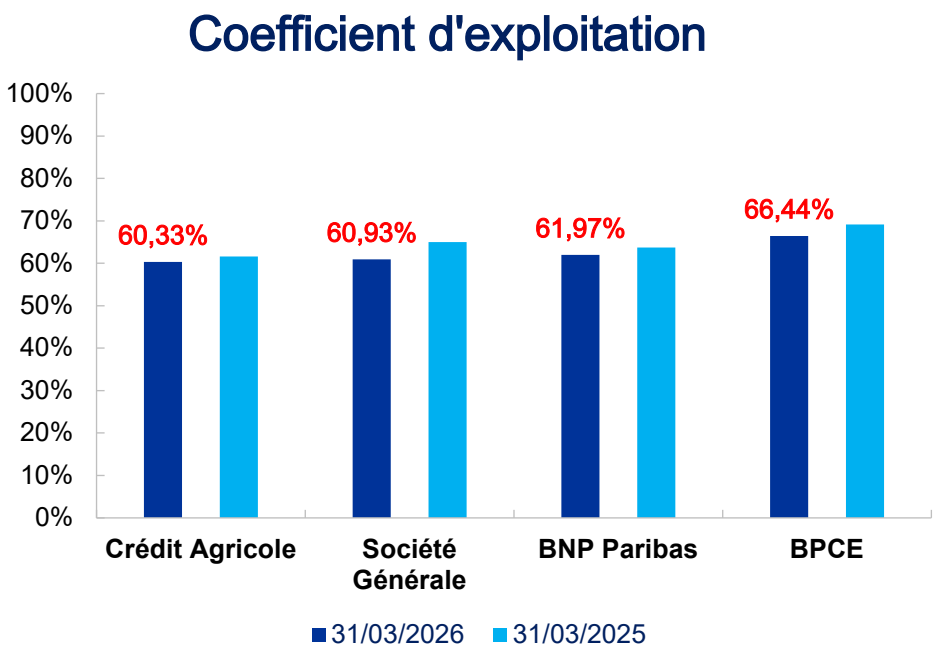
Banque de grande clientèle

La banque de grande clientèle et solutions investisseurs enregistre au 1er trimestre une performance en léger retrait par rapport au niveau particulièrement élevé du 1er trimestre 2025, avec des revenus à 11,6 milliards d'euros (-1,6% par rapport au 31 mars 2025), impactés à la fois par un effet de change négatif sur le dollar américain et par le ralentissement des financements structurés et des opérations de type LBO dans un contexte difficile.

	BNP Paribas	Société Générale	Crédit Agricole	BPCE
Métier FIC -T (activité Taux, Crédit, Change et Matières Premières)	• Activité de **FICC** globalement bien orientée, portée par les métiers des **Matières Premières**, du **Change** et des **Marchés Locaux**, tant sur les taux que sur le change, dans un contexte d'activité soutenue sur ces segments. • **Marchés primaires** en retrait, restant pénalisés par les incertitudes de marché.	• Recul des activités de **Taux, Crédit et Change**, lié à une activité commerciale moins dynamique et à des conditions de marché moins favorables sur les marchés de taux, reflétant en particulier la moindre contribution des activités de taux en Europe.	• Recul des activités **FICC** sur le trimestre, dans un environnement de marché attentiste, y compris hors effet de change.	• Repli des revenus de **FIC-T** en raison d'une moindre contribution des classes d'actifs **Taux et Crédits** dans un contexte de marché difficile. • Très bonne activité clients sur les segments **Change et Commodities**.
Métier Titres & métier Actions	• Bonne dynamique **d'Equity & Prime Services**, portée par une activité soutenue dans les **Actions** et une dynamique commerciale positive sur l'ensemble des lignes métiers, compensant les effets de change ; **Prime Services** poursuit sa progression, soutenue par la hausse des balances clients. • Renforcement des positions sur **les services titres et les usages digitaux** : signature de nouveaux mandats, intervention comme agent de transfert et prestataire de tenue de fonds pour une part de fonds monétaire tokenisée de BNP Paribas Asset Management sur une blockchain publique, lancement de nouvelles fonctionnalités sur la plateforme Neolink et participation, en tant qu'agent payeur et dépositaire, à un test sur des obligations tokenisées en partenariat avec SWIFT et d'autres acteurs.	• Performance du métier **Actions**, portée par les activités de **flux**, avec des volumes en hausse en **Prime Brokerage** soutenant également les activités de financement, après un niveau déjà élevé au trimestre précédent. • Progression des Services **Titres**, grâce à une dynamique commerciale sur l'ensemble des marchés clés.	• Bonne dynamique commerciale sur les activités **Structurés Actions**, **Fusion -Acquisition et Equity Capital Market**, portée par l'activité commerciale sur ces métiers. • Croissance de l'activité dans les **Services financiers aux institutionnels (CACEIS)**, avec des encours conservés et administrés bénéficiant de la conquête de nouveaux clients et de l'effet périmètre lié à la reprise des activités de Degroof Petercam. • Progression marquée des volumes de règlement-livraison, tirée notamment par la France, l'Allemagne et le Luxembourg, dans un contexte de volatilité des marchés observée en mars.	• Très bonne performance de l'activité **Equity** portés par une dynamique commerciale soutenue en particulier sur les **dérivés**.
Banque de financement et d'investissement	• Gains de parts de marché observés sur le trimestre, dans un contexte marqué par une base de comparaison élevée, un impact change ponctuel et un ralentissement des marchés européens. • Positionnement solide en **Capital Markets** et dynamique commerciale favorable en **Transaction Banking**, reposant sur une bonne performance commerciale et des gains de parts de marché, dans un contexte de légère progression des encours de crédits et de hausse des dépôts.	• Performance du métier **Global Banking & Advisory** en retrait, sous l'effet d'un impact de change défavorable, d'un effet de base lié à un 1er trimestre élevé en 2025 et d'une activité commerciale plus faible dans les métiers de la banque d'investissement. • Activité d'**origination** orientée sur certains secteurs, avec une progression des transactions dans les infrastructures et dans les télécommunications et médias, malgré un recul global des revenus de financement et de conseil sur le trimestre. • Revenus en baisse **pour Global Transaction & Payment Services**, principalement sous l'effet des mouvements de change, malgré une activité commerciale soutenue auprès de la clientèle entreprises.	• Activité de la **Banque de Financement** en recul sur le trimestre, reflétant un ralentissement de l'activité **LBO** lié au contexte géopolitique, compensée par une bonne tenue des métiers **Cash Management** et **Export Finance**, avec une évolution globalement stable hors effet de change. • **Financements structurés** en retrait, par rapport à une activité élevée sur le 1er trimestre 2025, notamment dans les financements d'actifs.	• Performances solides de **Global Finance**, portées par la dynamique des activités **Real Assets** et par la progression des métiers de **Global Trade.** • Progression des revenus **d'Investment Banking et M&A**, tirée par les activités de **SECM** et par les métiers du **M&A**.

Un enjeu clé de réduction des coûts opérationnels

Dans la continuité des trimestres précédents, la réduction des coûts opérationnels s'impose comme une priorité partagée par l'ensemble des banques françaises, dont les trajectoires, bien que différenciées dans leurs modalités, témoignent d'une discipline affirmée. Le coefficient d'exploitation moyen ressort à 62,4 % au 31 mars 2026, en amélioration de 245 points de base par rapport à la même période en 2025.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Note : le coefficient d'exploitation a été recalculé en rapportant les frais de gestion publiés au produit net bancaire publié (sans retraitement).



Cette dynamique partagée recouvre des réalités distinctes, chaque groupe ayant actionné ses propres leviers d'efficacité dans un contexte de transformation soutenue.

Ainsi, bien que le groupe BNP Paribas enregistre une hausse de ses frais de gestion de 5,5 % sur le trimestre, portée par la poursuite des investissements et des développements métiers, cette évolution n'a pas empêché le maintien d'un effet ciseaux très favorable, grâce à une discipline renforcée des coûts et à l'absorption anticipée des coûts d'intégration d'AXA IM, conduisant à un coefficient d'exploitation de 62 %. Le groupe s'appuie par ailleurs sur un programme structurel de transformation des fonctions support (simplification des processus, mutualisation des infrastructures, rationalisation du parc applicatif) visant 700 millions d'euros d'économies cumulées sur la période 2022-2026, désormais renforcé par un déploiement accéléré de l'intelligence artificielle.

Dans une logique comparable, le groupe BPCE observe une hausse de ses frais de gestion (+3%) essentiellement liée à un effet périmètre (intégration de BPCE Equipement Solutions) dans un cadre de contrôle strict des dépenses courantes, permettant d'atteindre un coefficient d'exploitation à 66,4% (- 270 pb) et la poursuite d'investissements ciblés, notamment dans le digital et les projets de transformation.

De son côté, le groupe Crédit Agricole affiche une progression de ses charges limitée à 0,7 % sur le trimestre, portant le coefficient d'exploitation à 60,3 %. Ce niveau s'explique à la fois par un effet de change favorable, le recul des rémunérations variables en banque de financement et d'investissement, la fin des coûts d'intégration d'ISB et la pleine matérialisation des synergies dans les services financiers aux institutionnels, notamment chez CACEIS avec l'effet plein des synergies issues de RBC Europe. Ces éléments ont permis d'absorber l'accélération des investissements liés au plan de transformation en France.

Le groupe Société Générale se distingue quant à lui par une baisse marquée de ses frais de gestion de 6 % sur le trimestre, résultant des cessions réalisées dans le cadre du plan de transformation, d'effets de change favorables et d'un recul des charges de transformation. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61 %, en ligne avec les trajectoires définies par le groupe et avec la cible inférieure à 60 % à horizon 2026, l'ensemble des métiers restant alignés avec leurs objectifs de fin d'exercice.

Dans l'ensemble les banques françaises poursuivent, par des voies différentes, leurs efforts de maîtrise des coûts, s'inscrivant dans une trajectoire convergente de renforcement durable de la performance opérationnelle, sur fond de transformation de leurs organisations.

Evolution du coût du risque (CdR) - Contexte

Le premier trimestre 2026 est particulièrement marqué par la guerre en Iran déclenchée fin février. Cette guerre a conduit à la destruction partielle ou totale d'infrastructures pétrolières et gazières sur la région ainsi qu'à la fermeture du détroit d'Ormuz congestionnant fortement le transport maritime. Malgré des tentatives de négociations et un cessez-le-feu plus que fragile, la circulation des navires n'a pas repris.

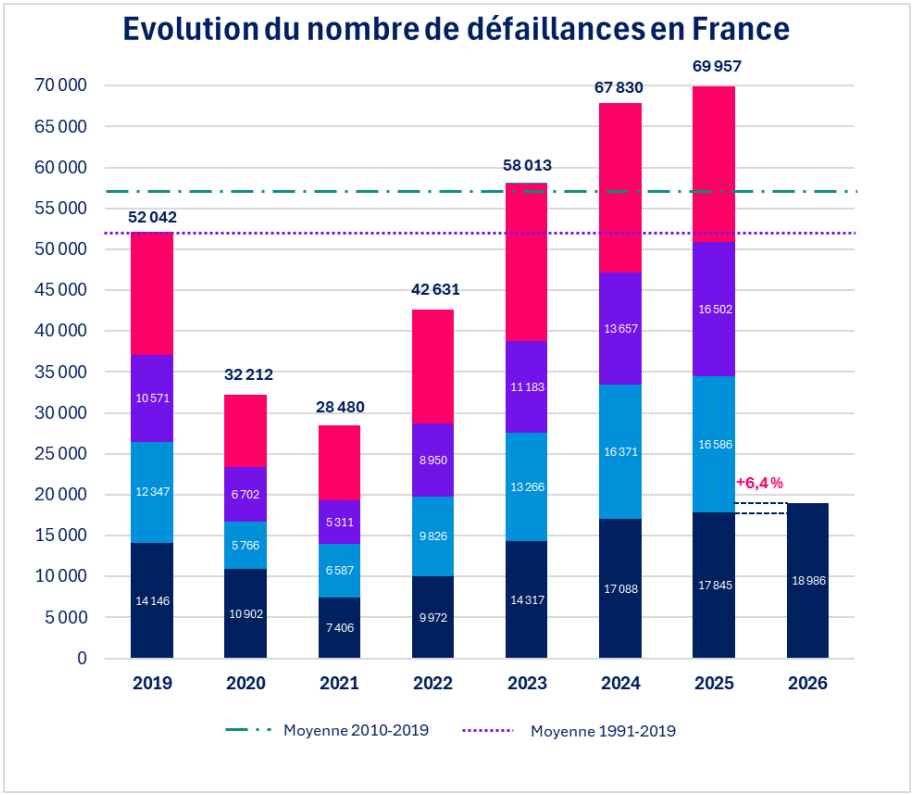
Les conséquences sur l'approvisionnement et le prix du pétrole devraient ainsi être durables et un nouveau choc inflationniste touche d'ores et déjà les économies. En mars, l'inflation en zone euro est remontée à 2,6% contre 1,9% en février et 1,7% en janvier et cette évolution s'est confirmée en avril avec une inflation à 3% (selon les données préliminaires publiées jeudi par Eurostat).

Ces événements s'ajoutent à un contexte économique et géopolitique déjà très incertain avec notamment de nouveaux droits de douane mis en place par l'administration Trump (après que les précédents aient été déclarés illégaux par la Cours Suprême en février), les velléités d'annexion du Groenland, le renversement de Nicolas Maduro au Vénézuéla, la rivalité sino-américaine ou encore la poursuite de la guerre en Ukraine.

- ✓ La croissance mondiale en 2025 avait été plus résiliente que prévue initialement par le FMI, ce qui l'avait conduit à réviser, dans sa publication du 19 janvier 2026, à la hausse ses **prévisions de croissance économique mondiale pour 2026 à 3,3%** (+0,2% vs dans la publication du 14 octobre 2025).
- ✓ A la lumière des derniers événements, il ressort que les prévisions 2026 ont été revues en avril à la baisse avec:
  - **au niveau des pays avancés, une prévision de croissance stable à 1,8% pour 2026 avec de fortes disparités selon les pays**:
    - USA: 2,3% pour 2026 (-0,1% vs janvier);
    - Zone Euro: 1,1% pour 2026 (-0,3% vs janvier) avec pour la France 0,9% (-0,1% vs janvier) et pour l'Allemagne 0,8% (-0,3% vs janvier);
  - **du côté de la Chine**, **la prévision de croissance est de 4,4 % pour 2026** (-0,1% vs janvier).

  NB: Ces prévisions se fondent sur un scénario optimiste, i.e. une durée du conflit courte.
- ✓ Du coté des politiques monétaires des principales banques centrales:
  - La BCE a maintenu inchangé le 30 avril 2026 ses taux directeurs (stable depuis le 11 juin 2025) mais prépare le terrain à une hausse alors que l'inflation européenne remonte dans le contexte du nouveau choc pétrolier;
  - De son côté, la Fed a maintenu le 29 avril 2026 le taux des fonds fédéraux inchangé dans la fourchette cible de 3,5-3,75% pour une troisième réunion consécutive (après trois baisses consécutives de 25bp entre septembre et décembre 2025). Cette décision intervient alors que les incertitudes sont très élevées (guerre en Iran), l'inflation s'établit à 3,3% en mars (supérieure à la cible) mais que l'emploi reste robuste avec un taux de chômage à 4,3%.

- ✓ En France, la situation politique est toujours très instable avec pas moins de 5 gouvernements depuis janvier 2024 et un gouvernement qui ne dispose pas de la majorité à l'Assemblée Nationale. Contre toutes attentes, le gouvernement « Lecornu 2 » a néanmoins réussi à se maintenir après les échecs des motions de censure dans le cadre du vote du budget 2026.
- ✓ Les dégradations de la notation de la France par S&P et Moody's ont accru la pression sur le gouvernement et l'objectif de réduction des déficits publics alors que le contexte économique peu favorable (coût de l'énergie et inflation) grève le budget des ménages et de nombreuses entreprises.
- ✓ Enfin, l**es défaillances d'entreprises** en France au 1er trimestre 2026 ont progressé de plus de 6% par rapport au 1er trimestre 2025 **et atteignent sur 12 mois glissants un nouveau record à près de 71 000 défaillances** en lien avec le contexte économique et géopolitique, un effet report lié aux aides Covid et un effet volume lié à l'augmentation des créations d'entreprises.



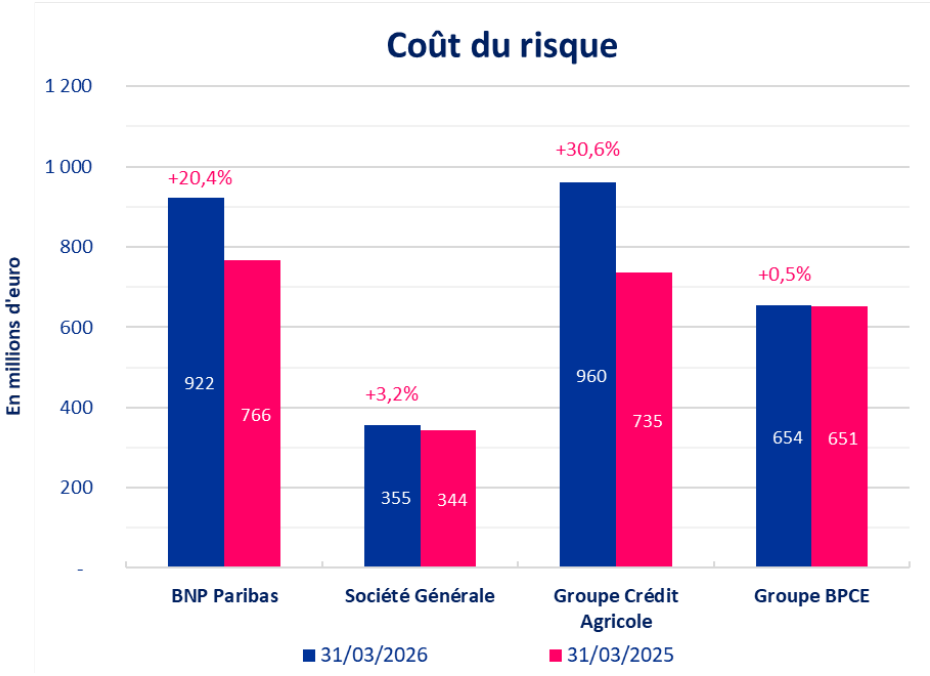
Source des données : Etudes trimestrielles ALTARES 1er trimestre 2026, 2025, 2024 et 2023



Evolution du CdR des banque françaises – Panorama global

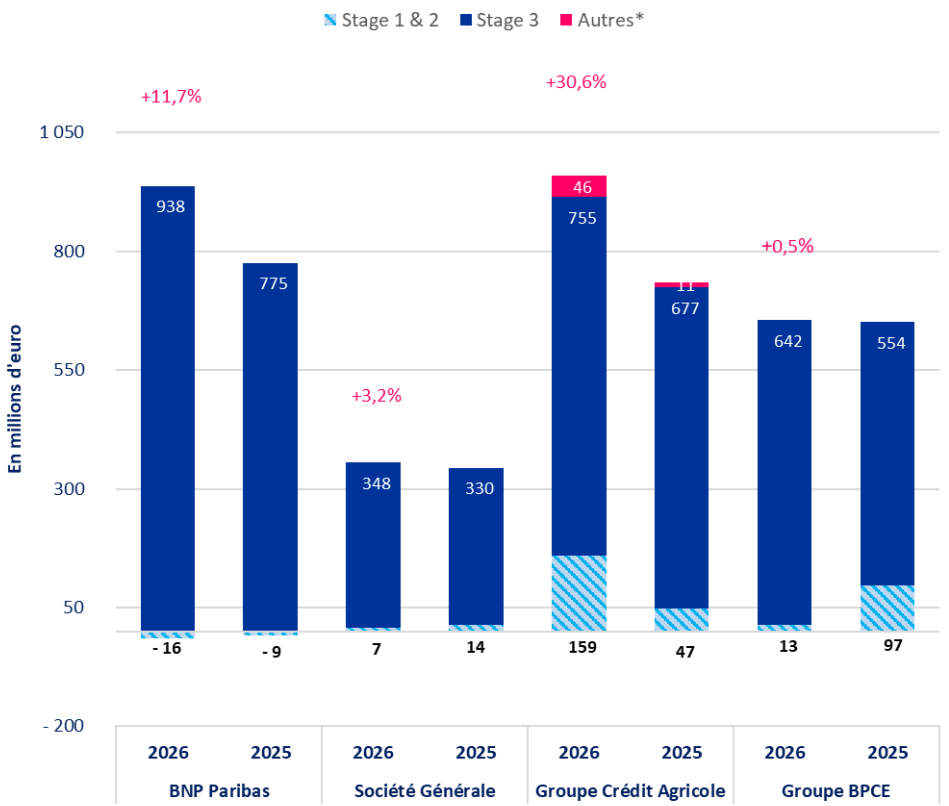
Dans ce contexte particulier, le CdR cumulé des 4 banques françaises de notre échantillon est en hausse sensible au 31 mars 2026 avec des disparités dans l'amplitude de l'évolution au sein des établissements.

En effet, le CdR cumulé **affiche une hausse d'environ 16% et s'élève à 2,9 Mds€** contre 2,5 Mds€ au 31 mars 2025.



Source des données : Communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 mars 2026 et 31 mars 2025

Le CdR se décompose par Stage[1] comme suit:



* *Comprend pour Groupe Crédit Agricole les éléments non présentés par stage (dont pertes sur créances irrécouvrables, récupérations sur créances amorties, etc.) ainsi que des éléments non récurrents*

Source des données : Communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 mars 2026 et 31 mars 2025

Pour rappel, BNP Paribas avait procédé à un changement de présentation fin 2023 avec la création d'une ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » sous le coût du risque. Ces éléments présentés hors coût du risque s'élèvent à 245 M€ au 31 mars 2026 versus 15 M€ au 31 mars 2025.
Ils incluent principalement au 31 mars 2026 :

- *Une provision de 219 M€ (présentée en « Autres activités ») en lien avec la publication par la Financial Conduct Authority, le 30 mars 2026, du schéma de remboursement des clients au titre du litige « Motor Finance »*
- *Ainsi que des provisions additionnelles de 26 M€ en Pologne (15 M€ au Q1-25).*

[1] *Où Stage 1 (S1) : Correspond aux encours sains sans dégradation significative depuis l'origine ; Stage 2 (S2) : Correspond aux encours sains ayant subi une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine ; Stage 3 (S3 ou encours douteux) : Correspond aux encours en défaut.*

La dynamique de CdR sur les Stages 1 & 2 est hétérogène. BNP Paribas est en légère reprise (16 M€), Société Générale comme le Groupe BPCE en légère dotation (respectivement 7 M€ et 13 M€). Le **Groupe Crédit Agricole a constitué des provisions S1&S2** à hauteur de **154 M€** (x3,4 vs Q1-25).

Le CdR Stage 3 progresse dans toutes les banques dans des proportions plus ou moins importantes: BNP Paribas +21%, Groupe Crédit Agricole +11,5%, Société Générale +5,5% et Groupe BPCE +16%.

Au 31 mars 2026, **les banques suivantes ont indiqué avoir enregistré des dotations en lien avec le contexte et les risques géopolitiques**: BNP Paribas pour 54 M€ (*présentée en « Autres activités »), Société Générale pour 80 M€ et Groupe Crédit Agricole pour 108 M€.*

A noter que **les banques (sauf Groupe BPCE) ont également fait un point sur leurs expositions sur la dette privée** alors que ces financements inquiètent Outre-Atlantique.



Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

BNP Paribas

CdR global

- **CdR de 922 M€, +156 M€**, en lien avec:
  - ✓ **des reprises sur Stages 1 & 2 pour 16 M€** (malgré une dotation de 54 M€ au titre du contexte géopolitique), quasi stables Q1-25 (9 M€)
  - ✓ **une hausse de 163 M€ du CdR sur le Stage 3** à 938 M€ au Q1-26 contre 775 M€ au Q1-25
- **CdR à 39bp**, inférieur à la guidance 2026 de 40bp
  A noter un **CdR à 25bp hors activités Personal Finance**

CdR par métier

- **Commercial Investment Banking: dotation de 111 M€ au Q1-26,** +46 M€ **(+7,1%)** dont **Global Banking +54 M€** en lien avec une hausse du S3 plus importante que la hausse des reprises sur le S1&S2
- **Commercial Personal Banking Solutions: dotation de 754 M€, +8,2%** (+57 M€) **vs Q1-25** avec notamment:
  - ✓ la **Banque Commerciale en France** en dotation de 139 M€**, +14 M€** vs Q1-25 correspondant à un CdR de 24bp (hausse du S3 et diminution des reprises S1&S2)
  - ✓ **BNL** en dotation de 23 M€, **-14 M€** compte tenu d'une baisse du CdR Stage 3
  - ✓ la **Banque Commerciale en Europe Méditerranée** en dotation de 64 M€, **+6 M€** (BNP indique une détérioration en Turquie sur la clientèle Entreprises (Small and Medium Entities)
  - ✓ **l'activité de crédit à la consommation (Personal Finance)** en dotation de 411M€, **+9 M€ en lien avec une hausse du S3**, soit un CdR à 150bp au Q1-26, stable vs Q1-25 (CdR à 149bp) et en hausse vs Q4-25 (CdR à 140bp)
- Investment banking et hors métiers: CdR à 3 M€
- **Autres activités: CdR de 54 M€** (N/S au Q1-25) **en lien avec une dotation au titre des risques géopolitiques**

Scénarios et pondérations

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025: *Mise à jour des scénarios économiques et pondérations: Le scénario central se caractérise par le maintien du rythme de croissance actuel, une politique monétaire plus accommodante aux USA et une pression à la hausse sur les taux longs.*

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024		Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026			2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	1,4	↓ 1,3	1,1	1,5	Inflation	Europe	2,1	↓ 1,7	1,9	2,0
	France	0,8	↓ 1,1	0,8	1,3		France	0,9	↓ 1,4	1,4	1,9

- *Pondérations: Hausse modérée du scénario « Adverse »*

Scénario	Sévère	Adverse	Central(1)	Favorable
31 décembre 2025	2%	21%	51%	26%
31 décembre 2024	5%	17%	50%	28%

(1) *Le scenario "Central" s'établit toujours autour de 50%.*

- *Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2*

Analyse de sensibilité	Sévère	Adverse	Central	Favorable
31 décembre 2025	NC	780	NC	- 560
31 décembre 2024	NC	870	NC	- 570

Ajustements post-modèles

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:

- *Ajustements post-modèles pour limites de modèle (par exemple, en cas de données statistiques insuffisantes ne permettant pas de refléter une situation particulière). Notamment:*
  - ✓ *Ajustements constitués en 2022 pour tenir compte des effets de l'inflation et de la hausse des taux, par exemple sur le secteur du crédit à la consommation (baisse du reste à vivre de la clientèle la plus sensible)*
  - ✓ *Réévaluation de ces ajustements entre 2023 et 2025 pour tenir compte de l'évolution du contexte économique => Reprise ou utilisation des ajustements*
- *Au 31 décembre 2025, ces ajustements représentent 2,1% du total des ECL (3% au 30 juin 2025, 3,7% au 31 décembre 2024, 4,5% à fin 2023 et 6,1% à fin 2022)*
- *Ajustements post-modèles également considérés pour prendre en compte le cas échéant les conséquences d'incidents climatiques*

Autres

- **79% des expositions brutes[1] en Investment Grade**
- Expositions aux secteurs sensibles :
  - ✓ **Immobilier commercial: 3,4%** des engagements bruts[1]
  - ✓ LBO: 0,7% des engagements bruts[1]
  - ✓ Software: 0,6% des engagements bruts[1]
  - ✓ **Private Credit**: environ **3% (22 Mds€)** des encours de crédit totaux[2] à 90%sur du « Senior Portfolio Financing ». Base diversifiée de clients/encours et 0% de NPE
- Stock de stage 3: 13,6Mds€ sur un total de 18,4Mds€ de provisions

[1] *Engagements bruts de crédit, bilan et hors bilan, non pondérés à fin décembre 2025 de 1 926 Mds€*
[2] *Encours de crédit totaux à la clientèle du Groupe à fin décembre 2025 de 897 Mds€*

Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

Société Générale

CdR global

- **CdR de 355 M€, +11 M€ (+3,2%)** en lien avec:
  - ✓ **la hausse de 18 M€ du Stage 3**, à 348 M€ au Q1-26 vs 330 M€ au Q1-25
  - ✓ **une dotation nette de 7 M€ sur le S1-S2** (vs 14 M€ au Q1-25, soit -7M€)

  Au sein du S1-S2 (source web cast)**, il faut noter que la banque a enregistré un ajustement post-modèle au titre du contexte économique et géopolitique** (i.e. la guerre en Iran)
- **CdR à 25bp** (23bp au Q1-25)
  Pour rappel, cible 2026 de CdR compris entre 25-30bp

CdR par métier

Dont:
- Banque de Grande Clientèle : CdR à 47 M€, en baisse de 16 % (-8 M€), 12bp
- Banque de détail France, Banque Privée & Assurances : CdR à 164 M€, en baisse (-3,8% / -7 M€), 28bp
- **Mobilité, Banque de détail et services financiers à l'International : CdR à 146 M€ en hausse de 17,5%** (+22 M€), 40bp

Scénarios et pondérations

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:

- *Mise à jour des scénarios économiques et pondérations: Le scénario central se caractérise par une croissance faible en zone euro dans un contexte de politique budgétaire plus restrictive qu'en 2025 et d'incertitudes géopolitiques persistantes notamment aux USA avec les droits de douanes et les incertitudes liées à l'immigration.*
- *Nouveau scénario « Debt Tension » introduit afin de capter les risques liés à la trajectoire des finances publiques dans les grandes économies*

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	NC	↓ 0,8	1,0	1,0
	France	NC	↓ 0,6	0,9	1,1

⇒ *Les mises à jour des variables macroéconomiques et des probabilités de défaut ont eu pour effet d'augmenter de 82 M€ le montant des ECL dont 39 millions liés au passage à quatre scénarios*

- *Pondérations: Nouveau scénario « Debt Tension »*

Scénario	Debt tension	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2025	20%	14%	56%	10%
31 décembre 2024	N/A	34%	56%	10%

- *Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2*

Pondération à 100%	Debt tension	Stressé	Central	Favorable
31 décembre 2025	64	752	- 144	- 229
31 décembre 2024	N/A	208	- 149	- 219

Ajustements post-modèles

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:

- *Ajustements sectoriels: 651 M€ (-101 M€ sur l'exercice), avec impact sur le staging depuis 2025. Ces ajustements :*
  - ✓ *Prennent en compte les risques liés au changement climatique (risque de transition et risques physiques;*
  - ✓ *Concernent les secteurs suivants: l'immobilier commercial, la construction-travaux publics et les télécommunications.*
    A noter que des reprises ont été effectuées sur les prêts à effet de levier et sur les secteurs suivants : commerce de détail non alimentaire, fabrication de machines et d'équipements.
- *Transfert en S2 de 1,7 Mds€ d'expositions: Secteurs des équipementiers automobiles, des vins et spiritueux et de la fibre optique en Europe hors France*
  => Impact de 15 M€ sur les ECL (transfert non réalisé si l'effet est non matériel sur les ECL)
- *Autres ajustements d'ECL: 426 M€ (+16 M€ sur l'exercice) qui sont destinés à couvrir:*
  - ✓ *Des éléments non pris en compte par les modèles en lien avec les risques induits par le contexte économique spécifique comme les conséquences des incertitudes géopolitiques sur les portefeuilles plus particulièrement exposés ou l'impact de ce contexte sur l'activité de recouvrement;*
  - ✓ *Des travaux en voie de finalisation conduisant à une estimation affinée des pertes en cas de défaut sur les portefeuilles de prêts immobiliers en France.*

NB: L'ajustement sur le portefeuille de crédit offshore à des clients Corporate russes a été intégralement repris en 2025 compte tenu de la réduction des expositions.

Autres

- **24,6 Mds€** (+8,6 Mds€ vs Q4-25) **d'expositions sur le risque Souverain France dont 7,3 Mds€ d'OAT** (-1,2 Mds€ vs Q4-25) à 90% au coût amorti
- Expositions sur les PME à hauteur de 4% des EaD[1] principalement en France
- **Exposition limitée et diversifiée à l'Immobilier Commercial (environ 3% des EaD[2], dont environ 3% en S3)**: France 50%[2], Europe 34%[2], USA 10%[2] (dont 14%[2] en S3 vs 15% au Q4-25)
- **Dettes privées: environ 1,4% des EaD[2]** (14 Mds€) à 72% sur des financements collatéralisés: portefeuille granulaire d'encours et moins de 1% de douteux
- Autres secteurs sensibles: Industrie lourde et extraction minière à 1,7% des EaD[1] , Automobile à 1,3% des EaD[1], Construction à 1,2% des EaD[1], Data Centers, Logiciels & Conseil IT à 1,1% des EaD[1] et Hedge Funds à 0,5% des EAD[1]

[1] *EAD de 1 091 Mds€ au 31 mars 2026*

[2] *EAD de 1 045 Mds€ au 31 décembre 2025*

Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

Groupe Crédit Agricole

CdR global

- **CdR de 960 M€ (+30,6%)**, en lien avec:
  - ✓ **la hausse du Stage 3** (+11,5% / +78 M€) qui atteint 755 M€ au Q1-26
  - ✓ **des dotations de 159 M€ sur les Stages 1 & 2 dont 80 M€ au titre de la revue de la pondération des scénarios et 28 M€ de dotations géo-sectorielles en lien avec la situation au Moyen-Orient** (contre une dotation 47 M€ au Q1-25, i.e. x3,3)
  - ✓ Une dotation de 46 M€ (+35 M€) sur les risques « Autres[1] » **dont 17 M€ de risques juridiques sur les crédits automobile UK**
- **CdR[2] de 30bp**

CdR par métier

Dont:

- **Caisses Régionales: CdR à 412 M€ (+29,6%) en lien avec la hausse du risque avéré (entreprises) et des provisions de « prudence » sur le S1&S2** (CdR à 25bp)
- Grandes Clientèles: **CdR à 49 M€** (+24 M€) **en lien avec des dotations S1-S2 au titre du conflit au Moyen-Orient** (sur la BFI) et 17 M€ de provisions pour risques juridiques (sur les SFI / CACEIS)
- Banque de proximité:
  - ✓ **LCL: CdR à 112 M€, +22,6%** (risque avéré sur les entreprises et notamment sur les secteurs commerce/distribution/transport)
  - ✓ CA Italia: CdR à 52 M€ (-7%) . Le groupe indique une amélioration de la qualité des actifs et du taux de couverture
- Services de Financements Spécialisés:
  - ✓ **Financement Personnel et Mobilité: CdR à 254 M€** (**+12,8**% / CdR à 148bp en baisse de 15bp vs Q4-25) dont 17 M€ de risques juridiques sur les crédits automobile UK et des cessions de créances
  - ✓ Crédit-Bail & Affacturage: CdR à 23 M€ (-1,1%) stable malgré l'intégration de Merca Leasing (24pb)

Scénarios et pondérations

Pour rappel au 31 décembre 2025: Mise à jour des scénarios économiques et pondérations en octobre 2025. *Le scénario central se caractérise par une résistance de la croissance, une stabilité des taux de la BCE et une pression à la hausse sur les taux longs.*

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	1,3	↑ 1,3	1,3	1,2
	France	0,7	↓ 1,2	1,0	1,5

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Inflation	Europe	2,1	↓ 1,7	1,8	2,2
	France	1,0	↓ 1,1	1,1	1,7

- **Au 31 mars, hausse de la pondération du scenario « Adverse » compte tenu du conflit au Moyen-Orient**
  Pour rappel au 31 décembre 2025, pondérations retenues:

Scénario	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2025	15%	25%	55%	5%
31 décembre 2024	18%	50%	30%	2%

- **Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2**

Analyse de sensibilité[1][2]	Adverse sévère	Adverse modéré	Central	Favorable
31 décembre 2025	33,4%	4,2%	-9,6%	-12,7%
31 décembre 2024	30,7%	0,0%	-15,7%	-19,3%

(1) La sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des forward looking locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter
(2) Selon notre compréhension, il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scénarios

Ajustements post-modèles

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:

- *Le Groupe Crédit Agricole indique que «pour tenir compte des particularités locales (liées à la géographie ou à certains métiers), certaines entités du Groupe complètent les scénarios macroéconomiques définis au niveau central par des hypothèses spécifiques (forward looking locaux).»*
- Au 31 mars 2026, les ECL S1-S2 avec les ajustements locaux représentent 41% du total des ECL (stable vs fin 2025). Ce taux est de 46% sur les CRCA.

Autres

- 99,2 Mds€ d'expositions sur le risque Souverain France[3] à 81% sur CASA (activités banque et assurance) dont 66,7 Mds€ d'OAT (33% au coût amorti)
- Expositions Corporate sur CASA de 398 Mds€ dont 72,5% notées Investment Grade en équivalent note interne (chiffre quasi stable vs fin 2025) dont PME à 29,6 Mds€
- Expositions LBO sur CASA d'environ 6,8 Mds€ à fin décembre 2025
- Immobilier Commercial de 32,9 Mds€ à fin décembre 2025 dont 84% Investment Grade et un taux de défaut de 2,1%
- Expositions sur le Moyen-Orient de 20,9 Mds€ à fin mars 2026 (91% en Arabie Saoudite, aux Emirats arabes unis et au Qatar), principalement du souverain et des entreprises publiques
- Expositions sur des Fonds de dette de 2,9 Mds€ à fin mars 2026

[1] « Autres » comprend tous les éléments qui ne sont pas présentés dans les Stages 1, 2 et 3 (notamment les pertes non couvertes nettes des récupérations sur créances amorties, des mouvements sur des provisions pour risques et charges, des décotes sur encours restructurées, etc.)

[2] CdR annualisés sur 4 trimestres glissants

Evolution du CdR des banque françaises – Détail par banque

Groupe BPCE

CdR global

- **CdR de 654 M€ (+0,5%)**, en lien avec:
  - ✓ **la hausse du Stage 3 qui passe de 554 M€ au Q1-25 à 642 M€ AU Q1-26 (+16%)**
  - ✓ des dotations en baisse sur les Stages 1 & 2 à 13 M€ contre 97 M€ au Q1-25
- **CdR de 29bp**

CdR par métier

Dont:

- **Banque de Proximité & Assurance: CdR à 537 M€ (+1%)** dont:
  - ✓ **Réseau des Banques Populaires 234 M€ (+8%** / CdR à 30bp**),**
  - ✓ **Réseau des Caisses d'Epargne 204 M€ (-10%** / CdR à 21bp**),**
  - ✓ **Solutions & Expertises financières 48 M€ (+27%)**
  - ✓ Digital & Paiements 38 M€ (+23%), avec une base de comparaison faible pour Oney Bank au Q1-25
- **Global Financial Services:** CdR à 62 M€ (-14% / CdR à 30bp) dont Banque de Grande Clientèle à 60 M€ (-4%)

Scénarios et pondérations

- ***En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:***
- ***Mise à jour des scénarios économiques et pondérations:*** *Le scénario central se caractérise par une aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer les droits de douanes (impact négatif sur la croissance aux USA), ralentissement de la croissance en zone euro et France (dans une moindre mesure), retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (hors Allemagne), taux BCE stable à 2% jusqu'en 2028, baisse des taux de la FED jusqu'à 3% en juin 2026*

Prévisions en %		Scénario 12/2025		Scénario 12/2024	
		2025	2026	2025	2026
Croissance du PIB	Europe	0,8	↓ 1,0	1,40	1,45
	France	0,6	↓ 1,0	1,40	1,57

- ***Pondérations: Baisse du scénario « Central » au profit des scénarios « Optimiste » et « Pessimiste »***

Zone géographique	France			Zone Euro			Zone US		
Scénario	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2025	30%	35%	35%	21%	25%	54%	11%	32%	57%
31 décembre 2024	15%	80%	5%	13%	78%	9%	10%	65%	25%

Rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet, le groupe BPCE estime qu'avec le développement des discussions entre Etats sur les droits de douane, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

- ***Effet de la pondération à 100% de chaque scénario sur les dépréciations S1-S2***

Analyse de sensibilité (1)	Pessimiste	Central	Optimiste
31 décembre 2025	6%	-1%	-5%
31 décembre 2024	23%	-3%	-14%

(1) Il s'agit de la variation du stock de provisions S1-S2 déterminées par le modèle central en cas de pondération à 100% de chacun des scenarii

Ajustements post-modèles

En l'absence de données communiquées au 31 mars 2026, pour rappel au 31 décembre 2025:

- *Des provisions complémentaires sont enregistrées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.). Principaux secteurs concernés par ces ajustements:*
  - ✓ *Distribution / commerce*
  - ✓ *Automobile*
  - *NB: Secteurs en reprise sur la période: Professionnels de l'immobilier, BTP et Tourisme, hôtellerie & restauration*
- *Sur la banque de proximité, les ajustements qui reflétaient l'impact positif des mesures de soutien à l'économie ont été repris en raison de la diminution des bénéfices procurés par les moratoires et les PGE et de l'évolution de la situation économique*
- *Le total de ajustements de provisions s'élève à 1 772 M€ (dont compléments au modèle central de 1 548 M€) vs 1 968 M€ au Q4-24 (-196 M€)*
- *A noter que les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux mais au niveau de certains établissements soit via l'application d'un stress sur la note de la contrepartie, soit via l'application d'un taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques*
- *Evolutions des modèles sur 2025 (extension des modèles Petites Entreprises aux entreprises étrangères, calibrages spécifiques pour les Financements Spécialisés Immobiliers pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique, etc.) générant une reprise de 83 M€*

Autres

- 31% des expositions brutes[1] sont sur les entreprises dont 64% en France, 18% en Europe et 12% en Amérique
- 8% des expositions brutes[1] sont sur les professionnels
- 28% des expositions brutes[1] sont les particuliers dont 23% sur du crédit à l'habitat

[1] *Estimation des expositions de crédit brutes à 1 610 Mds€ au 31 mars 2026*

Evolution du CdR des banque françaises – Principaux ratios sur le risque de crédit

Les ratios repris ci-dessous sont ceux calculés et publiés par les établissements dans les communiqués de presse et les slides investisseurs. Le cas échéant, des précisions sont données sur les méthodologies de calcul dans les notes de bas de page.

CdR en pb sur encours[1]

Coût du risque en pb des encours	BNP Paribas	Société Générale	Groupe Crédit Agricole [(1)]	Groupe BPCE
31 mars 2026	39 ↑	25 →	30 ↑	29 ↓
31 mars 2025	33	25	27	30

(1) Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

Le CdR sur encours en pb varie de manière cohérente avec l'évolution du CdR pour l'ensemble des banques.

NB: pour le Groupe BPCE, l'évolution du CdR est moins rapide que l'évolution des encours.

Poids des créances douteuses

Poids des créances douteuses	BNP Paribas[(1)]	Société Générale	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2026	1,6% →	2,75% ↓	2,2% →	2,7% →
31 décembre 2025	1,6%	2,81%	2,2%	2,7%

(1) Les créances se composent du bilan et du hors bilan sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

Le poids du douteux est stable pour les banques par rapport au 31 décembre 2025.
Pour rappel, il avait augmenté en 2025 (vs 2024) pour le Groupe Crédit Agricole et le Groupe BPCE.

NB: le taux bas de BNP Paribas par rapport à ses pairs s'explique par la méthode de calcul (cf. footnote).

Taux de couverture des créances douteuses

Taux de couverture (avant garanties et collatéraux)	BNP Paribas	Société Générale[(4)]	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2026	NC	45,0% ↑	48,5% ↑	39,5% ↑
31 décembre 2025	NC	44,0%	48,4%	39,3%

Taux de couverture (après garanties et collatéraux)	BNP Paribas[(3)]	Société Générale[(4)]	Groupe Crédit Agricole	Groupe BPCE
31 mars 2026	67,1% ↑	82,0% →	NC	61,8% ↓
31 décembre 2025	66,9%	82,0%	NC	62,7%

(3) Rapport entre les Dépréciations Stage 3 et les Encours dépréciés (Stage 3) qui correspondent à: bilan et hors bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

(4) Taux calculé selon la méthodologie de l'EBA.

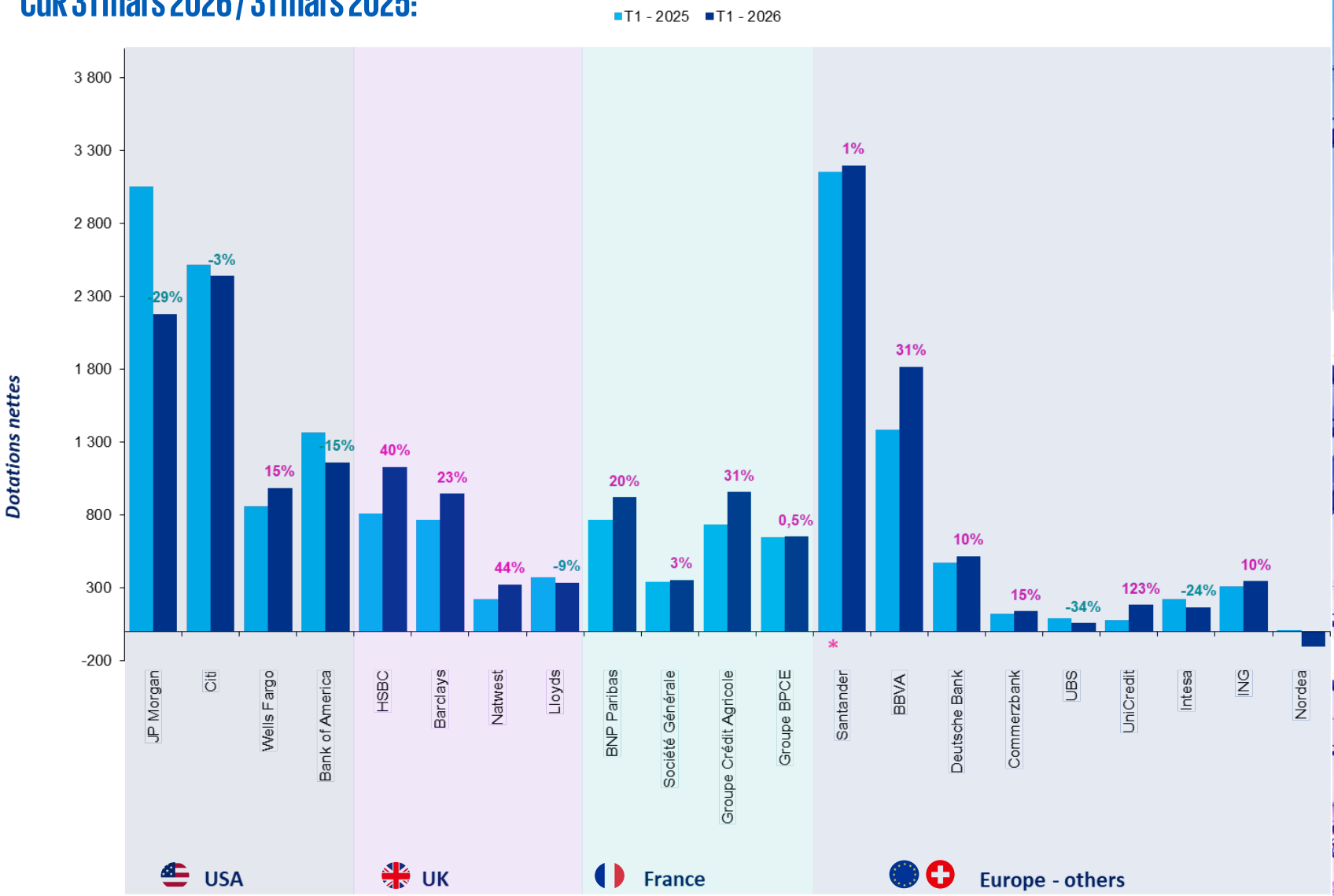
Les taux de couverture avant prise en compte des collatéraux augmentent légèrement.

Les taux de couverture après prise en compte des collatéraux sont globalement stables. On note une diminution de près de 1% sur le Groupe BPCE.

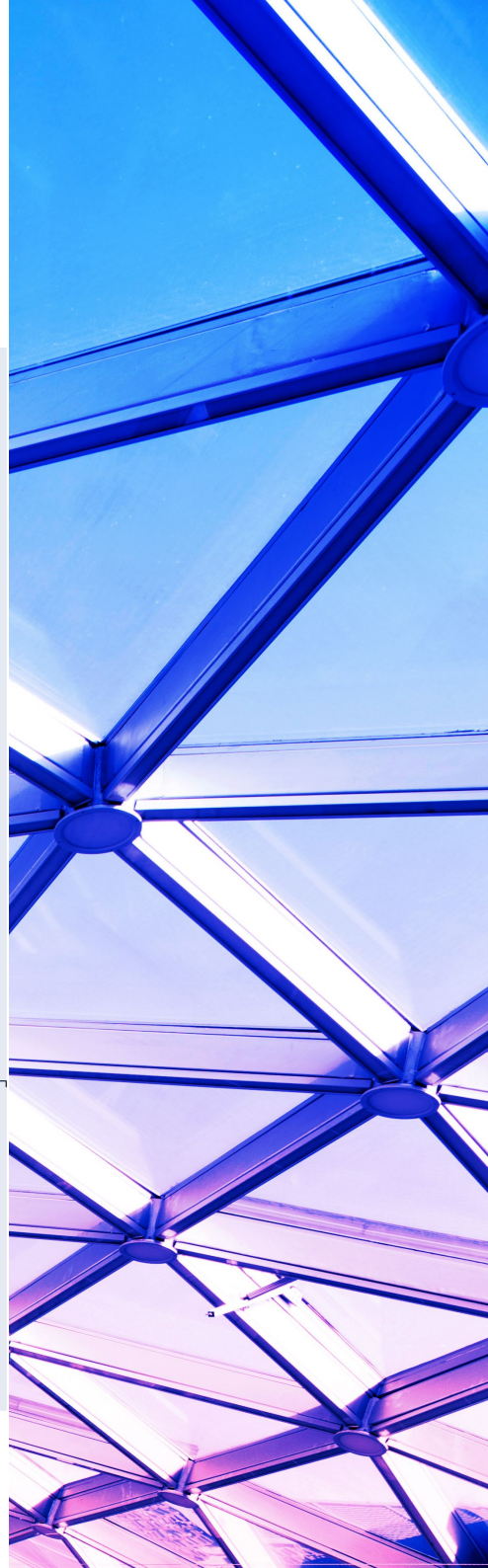
Source des données : Communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 mars 2026, 31 décembre 2025 et 31 mars 2025

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde – Panorama global

CdR 31 mars 2026 / 31 mars 2025:



** Santander : Données 2025 non retraitées de la cession de la Pologne*



KPMG

Source des données : Communiqués de presse et présentations aux investisseurs au 31 mars 2026 et 31 mars 2025

Evolution du CdR sur un échantillon de banques dans le monde – Détail par zones géographiques

Etats-Unis: CdR cumulé à 6,8 Mds€, -13,3%

(-7,8% hors effets de change $/€) contre 7,8 Mds€ au 31 mars 2025

CdR tiré principalement par les cartes de crédit

- **JP Morgan: CdR à 2,2 Mds€** en baisse de 0,9 Mds€ (-28,7% / -24,1% hors effets de change $/€) Evolutions liées à:
  - ✓ Des pertes de 2,2 Mds$ sur le segment Consumer & Community Banking, en légère hausse avant effets de change, principalement en lien avec l'activité « Cartes de crédit »
  - ✓ Des provisions en baisse de 0,8 Mds$ (notamment sur le Consumer & Community Banking) compte tenu d'un comparatif favorable, le Q1-25 ayant été marqué par des dotations au titre de la forte dégradation des prévisions économiques
- **Citi: CdR à 2,4 Mds€** (-3,1% / +3% hors effets de change $/€)
  - ✓ **CdR réalisé à 75%** (i.e. 1,8 Mds€) sur le segment U.S. Personal Banking dont 1,5 Mds€ sur les cartes de crédit (pertes et engagement de rachat du portefeuille de cartes de crédit "co-branded" Barclays American Airlines)
  - ✓ Constitution de provisions compte tenu du contexte et des incertitudes économiques dont 0,3 Mds€ sur le segment U.S. Personal Banking
  - ✓ Charges de 0,3 Mds€ sur des prêts à la consommation au Mexique
- **Bank of America: CdR à 1,2 Mds€** (-15% / -9,7% hors effets de change $/€)
  - ✓ 85% du CdR sur le segment Consumer
  - ✓ **Taux de pertes sur les cartes de crédit en baisse** à 3,64% au Q1-26 vs 4,05% au Q1-25 mais en hausse vs Q4-25 (3,40%) compte tenu d'un effet saisonnier
- **Wells Fargo: CdR à 1 Mds€** (+14,5% / +21,8% hors effets de change $/€)
  - ✓ Evolution principalement liée à la hausse des pertes de crédit (cartes de crédit et prêts aux entreprises)

Royaume Uni: CdR cumulé à 2,7 Mds€, +26% (+34% hors effet change)

Evolution liée principalement à la mise à jour des prévisions économiques et à des incidents/risques sur une contrepartie spécifique pour 2 des 4 banques anglaises

- **HSBC: CdR à 1,1 Mds€** (+40% / +322 M€) en lien avec:
  - ✓ Une **dotation d'environ 300 M$ (env.260 M€) en lien avec le conflit au Moyen-Orient au travers de la révision des prévisions économiques mondiales utilisées dans le calcul du Forward looking et d'ajustements post modèles régionaux** (pour rappel, au Q1-25, HSBC avait enregistré des ajustements au titre des droits de de douane pour 140 M€)
  - ✓ Une dotation d'environ 400 M$ (env. 350 M€) au titre d'une fraude liée à exposition de titrisation secondaire avec un sponsor financier au Royaume-Uni (NDLR: Market Financial Solutions)
  - ✓ **CdR à 52bp** au S1-26 et **cible annuelle relevée à 45bp** (40bp auparavant)
- **Barclays: CdR à 948 M€** (+23% / + 178 M€) en lien avec:
  - ✓ Une charge d'environ 228 M£ (env. 263 M€) sur le segment Investment Banking (NDLR: en lien avec son exposition au prêteur-relais britannique Market Financial Solutions, société mise sous administration judiciaire à la suite d'allégations de fraude)
  - ✓ Des overlays de 265 M£ (-104 M£ au Q1-26) dont 131 M£ pour faire face aux incertitudes économiques (+20 M£, cette évolution est la combinaison d'une reprise de l'ajustement de 81 M£ au titre des droits de douane et de **la constitution d'un nouvel ajustement de 101 M£ pour les conséquences de la guerre au Moyen-Orient**
  - ✓ **CdR à 74bp** (le segment US Consumer Bank est à 491bp vs 562bp au Q1-25) – Cible 2026 entre 50 et 60bp
- **Natwest: CdR à 326 M€** (+44% / + 100 M€) en lien avec:
  - ✓ Des reprises d'ajustements post-modèles d'environ 40 M€ (stock d'ajustements post-modèles ramené à 302 M€)
  - ✓ La **mise à jour des scénarios économiques et pondérations utilisés dans le Forward Looking pour intégrer l'augmentation des risques géopolitiques et la faiblesse des marchés boursiers**, ce qui génère une dotation de 161 M€
  - ✓ A noter une évolution du scénario « Extreme downside » pour mieux intégrer les risques physiques liés à la transition climatique
  - ✓ **CdR à 26bp** (cible < à 25bp pour 2026)
- **Lloyds: CdR à 339 M€** (-9% / - 32 M€) en lien avec:
  - ✓ **Des reprises de 30 M£ sur le segment Commercial Banking** (vs dotation de 71 M£) **compensées par la mise à jour des prévisions économiques utilisées dans le calcul du Forward looking impactées par le conflit au Moyen-Orient:**+101 M£ nets de reprises d'ajustements au titre des droits de douane
  - ✓ **CdR à 25bp** (cible 2026 maintenue à 25bp)

Europe-Autres : CdR en hausse de 8,2% (+0,5 Mds€) avec des différences selon les établissements

CdR cumulé des banques européennes (hors banques françaises) **à 6,3 Mds€** (contre 5,9 Mds€ au 31 mars 2025)

ING: CdR à 346 M€ (+10,5% / + 33 M€)

- ✓ **S1-S2 en dotation de 50 M€** (vs 99 M€ au Q1-25) compte tenu:
  - De reprises sur le S2 en lien avec des encours transférés en S3 qui compensent
  - La constitution d'un **ajustement post-modèle de 94 M€ pour adresser les effets de la hausse du coût de l'énergie et les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient sur l'économie**
- ✓ **S3 en hausse (+82 M€)** à 297 M€ au Q1-26 (dont effet du transfert en provenance du S2 compensé en partie par un remboursement total sur prêt S3 relatif à une contrepartie significative)
- ✓ CdR Q1-26 à 19bp (18bp au Q1-25)

UniCredit: CdR à 185 M€ (+102 M€ / x2,2)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 1,7 Mds€**
- ✓ CdR à 17bp (8bp au Q1-25) / Cible à 15-20bp pour 2026
- ✓ Ratio net de NPL à 1,4% (-0,2% vs Q4-25)
- ✓ Taux de défaut à 0,7% (-0,2% vs Q1-25 et -0,6% vs Q4-25)

Intesa Sanpaolo: CdR à 170 M€ (-24%)

- ✓ **Stock d'ajustements post-modèles maintenu à 900 M€**
- ✓ CdR annualisé à 16bp
- ✓ Ratio net de NPL à 0,8% (méthodologie EBA), un niveau historiquement bas avec un taux de couverture à 49,5% (48,6% au Q4-25)
- ✓ Poids du Stage 2 à 7% en baisse de 5%
- ✓ Expositions nettes de provisions sur la Russie proches de 0

Santander: CdR de 3,2Mds€ (+1% / +4% si retraitements du Q1-25 de la cession en Pologne)

- ✓ + de 60% du CdR sur le Retail & Commercial Banking à 1,9 Mds€ (+5%) dont forte dégradation du CdR en Argentine (CdR x 3,3 à 327 M€)
- ✓ Segment Openbank, i.e. la banque en ligne, à 1 Mds€ (>30% du CdR), -1% grâce à un CdR en baisse aux USA (443 M€, -6%)
- ✓ CdR du segment CIB à 206 M€ (contreparties spécifiques)
- ✓ CdR annualisé à 114bp (stable vs Q4-25)
- ✓ Taux de NPL à 3% (2,91% au Q4-25) avec un taux de couverture des encours à 66% (stable vs Q4-25)

BBVA: CdR 1,8 Mds€ (+31%) en hausse en Espagne (165 M€, +14%), au Mexique (883 M€, +21%) et en Turquie (352 M€,+50%)

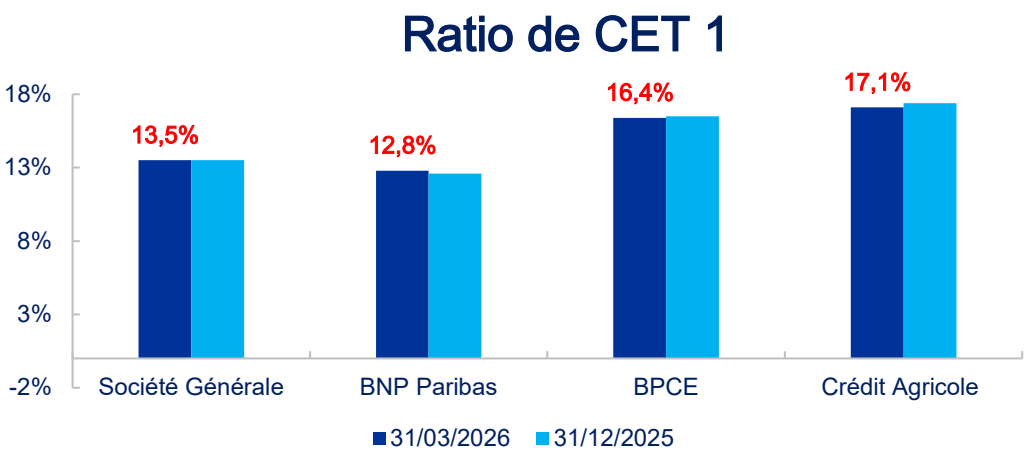
- ✓ **98 M€ d'ajustements post-modèles au titre des incertitudes liées à la guerre au Moyen-Orient**
- ✓ NPL à 15,2 Mds€ (+0,4 Mds€ vs Q4-25) avec un taux de provisionnement à 86% (85% fin 2025)
- ✓ **CdR à 154bp** (130bp au Q1-25)

Deutsche Bank: CdR à 519 M€ (+10% / +47 M€)

- ✓ **Ajustements post-modèles en hausse** de 88 M€ à 242 M€ **en lien avec un nouvel ajustement au titre des incertitudes macro-économiques liées au conflit au Moyen Orient**
- ✓ **S3 à 500 M€ en hausse de 159 M€ vs Q1-25** en lien avec le segment Investment Banking et notamment l'Immobilier Commercial (dont une augmentation de provisions sur une contrepartie spécifique)
- ✓ **S1-S2 à 19 M€ en baisse de 111 M€ vs Q1-25** et ce malgré la hausse des ajustements post-modèles
- ✓ CdR annualisé au Q1-26 à 43bp

Des fonds propres solides

Au 31 mars 2026, le ratio moyen de CET1 des banques françaises s'établit à 14,9%, traduisant le maintien de niveaux de capitalisation élevés au sein du secteur.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Bien que les ratios de CET1 publiés au 31 mars 2026 tiennent encore compte des dispositifs transitoires prévus par le règlement CRR3, dont la levée progressive pourrait influer sur les trajectoires à moyen terme, les niveaux observés restent confortablement supérieurs aux exigences réglementaires, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Banques	Ratio au 31/03/2026	Exigence SREP au 31/03/2026
Société Générale	13,50%	10,26%
BNP Paribas	12,80%	10,42%
BPCE	16,40%	10,59%
Crédit Agricole	17,10%	10,40%

Note : BPCE communique sur une exigence au 1er mai 2026

Dans ce contexte, les groupes poursuivent des stratégies actives de gestion du capital, afin de soutenir leurs ambitions stratégiques tout en préservant leur flexibilité financière.

Ainsi, le groupe BNP Paribas, qui affiche un ratio de CET1 de 12,8% au 1er trimestre, confirme sa trajectoire visant l'atteinte d'un ratio CET1 de 13 % à horizon 2027, reposant sur une génération organique de capital renforcée, portée par la progression du résultat net, des cessions d'actifs et une gestion disciplinée des RWA, notamment au travers d'opérations de titrisation. Alors que l'achèvement du cycle réglementaire lié à FRTB devrait peser moins sur la trajectoire des RWA, la cession de BMCI et l'acquisition d'Athlon sont présentées comme neutres en capital, tout en étant susceptibles de contribuer au résultat net à hauteur d'environ 170 millions d'euros après réalisation des synergies. Dans ce contexte, la politique de distribution est fixée à 60 % en 2026, avec un taux plancher d'au moins 60 % au delà.

Pour sa part, le groupe Société Générale qui affiche, au 31 mars 2026, un ratio CET1 de 13,5%, précise que l' impact négatif de la consolidation des activités de Bernstein aux États Unis est largement compensé par la progression du résultat conservé (intégrant un taux de distribution de 50%).

De son côté, le ratio de CET1 du groupe BPCE s'établit à 16,4 % au 31 mars 2026 et intègre l'impact de distribution prévisionnelle liée aux parts sociales en 2026 et des variations de RWA compensé par l'effet de la génération de résultat et l'émission de parts sociales.

Enfin, le ratio CET1 du groupe Crédit Agricole, qui s'établit à 17,1 % au 31 mars 2026, traduit l'effet combiné du résultat conservé atténué par la croissance organique des métiers et des opérations de fusions-acquisitions défavorables au ratio, principalement liées à CACIB, à la progression de la valeur de mise en équivalence de l'assurance, à l'augmentation de la participation dans Banco BPM et à la 1ère consolidation d'ICG. Le groupe annonce par ailleurs le projet d'acquisition sur le marché d'actions Crédit Agricole SA par la SAS Rue La Boétie, pour un montant maximal de 800 millions d'euros, sans dépassement envisagé du seuil de 65 % du capital.

Cette solidité financière se reflète également dans les ratios TLAC et MREL communiqués par les 4 établissements au 31 mars 2026 avec des niveaux qui se situent au-dessus de leurs exigences réglementaires respectives, reflétant une capacité d'absorption des pertes conforme aux objectifs prudentiels.

31/03/2026	TLAC		MREL	
Banques	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier	En % des risques pondérés	En % de l'exposition en levier
Société Générale	29,7%	8,0%	32,4%	8,7%
BNP Paribas	26,6%	7,8%	29,7%	8,7%
BPCE	27,3%	NC	32,9%	NC
Crédit Agricole	27,0%	8,3%	31,5%	9,7%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Enfin, tous les établissements présentent un ratio de levier moyen stable à 4,9%, supérieur au minimum règlementaire de 3% auquel s'ajoute la charge au titre de leur systémicité.
Ces niveaux leur permettent d'absorber les exigences complémentaires éventuelles au titre du Pilier 2.

Banques	31/03/2026	31/12/2025
Société Générale	4,4%	4,5%
BNP Paribas	4,4%	4,5%
BPCE	5,1%	5,1%
Crédit Agricole	5,6%	5,6%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Pour mieux comprendre

Objectifs :

- Constituer un coussin de fonds propres utilisable dans la logique du bail-in.
- Limiter un éventuel recours aux fonds publics bail-out, en cas de défaillance d'un établissement bancaire.

MREL : Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities est une norme européenne d'exigence de fonds propres et de passifs éligibles lors des renflouements internes.

TLAC : Total Loss Absorbing Capacity est un mécanisme d'absorption des pertes en cas de défaillance des banques.

Bail-in : Pratique financière qui impose à certains créanciers d'une banque en difficulté une diminution du montant des créances qu'ils possèdent sur l'établissement de crédit ou une conversion de celles-ci en actions de capital. Le bail-in permet ainsi aux banques de se recapitaliser en cas de crise.

Bail-out : Renflouement d'un établissement financier en difficulté, en général par un état, par injection de capitaux propres afin de permettre sa survie et de protéger les déposants et les prêteurs.



Une politique de liquidité résiliente face à l'instabilité des marchés

Au 1er trimestre 2026, la situation de liquidité des banques françaises s'est inscrite dans un environnement de marché plus tendu, marqué par une reprise des tensions géopolitiques au Moyen-Orient liées au conflit en Iran et par des annonces douanières ayant pesé sur les échanges internationaux, ces 2 facteurs ayant généré une forte volatilité sur les marchés financiers et de dette.

Ainsi, tout en poursuivant une politique de refinancement à moyen et long terme diversifiée, avec un accès multiple aux marchés en termes de base d'investisseurs, de produits et de devises, les groupes bancaires français maintiennent des réserves de liquidité à un niveau élevé, à 1 597 milliards d'euros en progression de 14 milliards d'euros depuis le 31 décembre 2025.

Dimensionnées pour résister aux scénarios de stress les plus sévères et intégrant une part substantielle de dépôts en banques centrales et de titres HQLA, ces réserves permettent aux établissements d'afficher des ratios de LCR très largement supérieurs à l'exigence réglementaire de 100 %.

Banques	31/03/2026	31/12/2025
Société Générale	149%	144%
BNP Paribas	125%	134%
BPCE	144%	138%
Crédit Agricole	136%	136%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 31 mars 2026

Note : Les groupes Crédit Agricole et BPCE présentent un LCR moyen

La stratégie de refinancement structurel des banques françaises se caractérise également par une politique d'émission active et la diversité de leurs sources de refinancement.

Si tous les groupes mettent en avant la granularité et la diversification de leurs bases de dépôts (géographies, entités, devises, segments de clientèle), les groupes Société Générale, Crédit Agricole et BPCE communiquent également sur l'exécution avancée de leur plan de financement MLT de marché au titre de l'année 2026 :

- Société Générale : réalisation du programme de la maison mère à hauteur de 55 % pour les émissions vanille.
- Crédit Agricole : réalisation du programme à hauteur de 65%.
- BPCE : réalisation du programme de refinancement MLT à hauteur de 47 % au 5 mai 2026.

Au-delà de ces programmes de refinancement, les groupes bancaires français communiquent sur leur pilotage discipliné et proactif de la liquidité, reposant sur des dispositifs de suivi à différents niveaux d'analyse, par devise et sur des horizons de temps larges, intégrant des indicateurs internes et réglementaires en conditions normales et stressées.
.





Des ambitions stratégiques confirmées dans un environnement géopolitique et économique incertain

Au 31 mars 2026, les résultats des grands groupes bancaires français s'inscrivent dans un contexte géopolitique tendu, marqué notamment par la guerre en Iran, qui assombrit les perspectives macroéconomiques et fragilise les marchés financiers. Si chaque groupe choisit de mettre en anvant l'angle qui valorise le mieux sa trajectoire, tous poursuivent le même objectif : affirmer la cohérence et la robustesse de leur cap stratégique à moyen terme, quelles que soient les turbulences du moment.

BNP Paribas confirme ainsi sa trajectoire à horizon 2028, portée par la bonne dynamique de ses pôles opérationnels et par l'avancement de ses plans stratégiques. Le groupe vise un ROTE de 12 % en 2026 puis supérieur à 13 % en 2028, un coefficient d'exploitation autour de 60 % en 2026 puis inférieur à 56 % en 2028, ainsi qu'une croissance annuelle du résultat net supérieure à 10 % sur 2025-2028.

Cette dynamique repose notamment sur un programme de transformation des fonctions supports portant sur une base de coûts annuelle de près de 15 milliards d'euros, au sein duquel l'intelligence artificielle joue un rôle central : plus de 7 500 développeurs IT sont d'ores et déjà équipés de solutions d'IA générative afin d'accélérer développements et phases de test, tandis que plus de 800 spécialistes l'intègrent à grande échelle au sein des plateformes et processus opérationnels, en particulier sur les volets de l'efficacité opérationnelle, du coût du risque et de la cybersécurité, notamment avec Mistral AI et une plateforme de type « LLM as a service ».

En matière de finance durable, le groupe totalise près de 20 milliards de dollars d'obligations et de prêts durables arrangés depuis le début de l'année 2026, parmi lesquels une facilité de crédit renouvelable liée à la durabilité de 2 milliards d'euros pour Elia Transmission Belgium, une obligation verte de 100 millions de dollars pour la Banque asiatique de développement et une émission souveraine durable du Mexique de 4,75 milliards de dollars. Le groupe renforce par ailleurs ses objectifs de décarbonation à horizon 2030 dans les secteurs automobile et de la production d'électricité.

Société Générale affiche de son côté au 1er trimestre 2026 des revenus solides, une baisse structurelle de ses coûts et une amélioration continue de son coefficient d'exploitation, conduisant à une rentabilité supérieure à sa cible annuelle, performance notable dans un contexte que le groupe qualifie lui-même d'incertain.

En parallèle, la banque développe activement ses activités liées à la transition environnementale, l'adaptation aux effets du changement climatique faisant émerger de nouvelles opportunités commerciales. L'eau constitue à cet égard une thématique structurante, à travers le lancement d'initiatives dédiées et la participation au financement de projets de référence dans le dessalement et le traitement de l'eau.

Le groupe soutient également des initiatives d'afforestation, comme le montre sa participation au financement du projet de restauration durable Chestnut Carbon aux États-Unis, tandis que Société Générale Assurances a lancé, aux côtés d'autres acteurs du secteur, la solution Geoya, destinée à accompagner les assurés dans la réduction de la vulnérabilité de leurs habitats face aux risques climatiques.

Crédit Agricole intensifie également son engagement en faveur des transitions dans le cadre du plan ACT 2028, en se dotant de nouvelles cibles quantifiées en matière de finance durable. Le groupe vise un ratio green-brown de 90/10 à horizon 2028, contre 89/11 à fin 2025, mesurant la part des expositions liées aux énergies bas-carbone par rapport à celles liées à l'extraction d'énergies fossiles.

À ce titre, les encours de financements dédiés aux transitions environnementale et sociale sont appelés à atteindre 240 milliards d'euros d'ici 2028, après 220 milliards d'euros à fin 2025.

La banque de financement et d'investissement ambitionne par ailleurs de porter ses revenus annuels liés à la finance durable à 1 milliard d'euros à cet horizon, soit une progression d'environ 37 % par rapport aux 729 millions d'euros réalisés en 2025.

BPCE inscrit sa trajectoire stratégique dans une logique d'expansion européenne et de renforcement de ses leviers de transformation, comme le montre la finalisation, le 30 avril 2026, de l'acquisition de 100 % du capital de Novobanco. Cette opération structurante fait du Portugal le 2ème marché domestique du groupe en banque de proximité, renforce sa diversification géographique et contribue à l'évolution de son profil de taux, tout en s'intégrant pleinement à son plan stratégique Vision 2030. Elle s'accompagne, par ailleurs, d'un positionnement renforcé de Novobanco sur les segments des particuliers et des entreprises, mobilisant les expertises du groupe au service du financement de l'économie portugaise, et a été accueillie favorablement par les agences de notation, qui ont relevé ses notations de crédit long terme.

Dans le même temps, BPCE communique sur le renforcement de l'usage de l'intelligence artificielle et des leviers digitaux, tant dans les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne que dans les métiers de banque de financement et d'investissement, avec une accélération des cas d'usage de l'IA générative au service de l'efficacité opérationnelle, de l'expérience client et de l'innovation, illustrée notamment par le lancement d'une offre de crypto actifs avec Hexarq.

Le groupe confirme enfin son engagement sur les enjeux de transition environnementale et sociétale, à travers la poursuite de la décarbonation des secteurs les plus émissifs, le pilotage actif des expositions de Natixis CIB et l'accompagnement des entreprises clientes dans leurs plans de transition. Cet engagement se traduit également par le renforcement du rôle des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne dans la cohésion et la solidarité des territoires, à travers le financement de l'économie sociale et solidaire, du logement social et des acteurs publics, le soutien à l'entrepreneuriat social local, ainsi que par une politique d'employeur responsable marquée par un effort soutenu de recrutements au sein des réseaux.

À travers ces trajectoires, les principaux groupes bancaires français confirment leur capacité à allier discipline financière, transformation opérationnelle et accélération des activités liées à la transition, en inscrivant leurs stratégies dans un horizon de moyen terme malgré un environnement géopolitique et économique contraint et empreint de nombreuses incertitudes.

Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse, des slides investisseurs et des états financiers non audités des principaux groupes bancaires français publiés au 31 mars 2026.

Ces éléments ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes:

- 30 avril 2026 : BNP Paribas, Société Générale et Groupe Crédit Agricole
- 5 mai 2026 (après bourse): BPCE

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

abourdeille@kpmg.fr

© 2026 KPMG ADVISORY, société par actions simplifiée, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.